

Unité départementale de l'Aisne  
25, rue Albert Thomas  
02100 SAINT QUENTIN

LILLE  
le 15 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 5/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARF**

22 rue Jean Messenger  
BP 137  
59330 Saint-Remy-du-Nord

Références : ARFV23RAPVI\_225  
Code AIOT : 0005103993  
Pièce jointe annexe confidentielle du rapport GUN.

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5/04/2023 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux. Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Etat des stocks.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sujets évoqués en dehors des points de contrôle :

Suite à l'inspection du 11 octobre 2022, un courrier de réponse de l'exploitant est en préparation et les points suivants ont été évoqués en salle :

- Pour le point de contrôle n° 2 : Maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation, la liste "MOP Vendeuil" des procédures ou instructions a été complétée.
- Les modélisations formulées dans les demandes n° 4 5 6 7 seront incluses dans le prochain dossier de réexamen.
- Pour le point de contrôle n° 4 : Défense incendie du sas de déchargement des déchets solides, la fiche réflexe première intervention feu dalle UNTHA stock à broyer a été modifiée.
- Pour le point de contrôle n°5: Opération de transit et prétraitement, l'état des stocks est actualisé chaque semaine.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
8	État des matières stockées non dangereuses – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	N° 9 : État des matières stockées dangereuses – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 24/01/2020, article 3.1	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
4	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le thème de l'inspection n'a pas été annoncé afin de s'assurer que la tenue de l'état des stocks n'avait pas été anticipé.

Des points d'améliorations sont mentionnés sous la forme d'observations. Trois faits susceptibles de suite sont identifiés (cf points de contrôle n°7, 8 et 9).

Ils concernent:

Les modalités de mise à disposition de l'état des matières stockées n'ont pas été portées à la connaissance des autorités.

L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI.

Les stocks des matières dangereuses dans le bâtiment des fûts conditionnés sont relevés une fois par semaine au lieu d'un suivi quotidien.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2020, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des installations pour les différentes rubriques autorisées se déclinent en plusieurs catégories de déchets et capacités de stockage. Ces données étant confidentielles le point de contrôle détaillé est repris en annexe confidentielle.
<b>Constats :</b> Les déchets proviennent principalement de l'industrie des peintures et solvants constitués de résidus de production et d'emballages souillés et des déchetteries.  Les données chiffrées figurent en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : État des matières stockées – Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableau des matières stockées, dangereuses et non dangereuses, avec les propriétés et mentions de dangers associées. L'unité employée est la tonne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableau des matières stockées avec les propriétés et mentions de dangers associées ainsi que leurs localisations. L'unité employée est la tonne.
<b>Observations :</b> Obs 1 : Dans l'état simplifié l'intitulé parking poids lourds correspond aux produits de la station service. A partir de cet état simplifié on s'attend à localiser des produits en surface qui sont en fait des cuves enterrées. L'intitulé parking poids lourd n'est pas adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'état des stocks simplifié à proximité du poste de pilotage des installations est affiché et accessible. L'intitulé du lieu de stockage est écrit pour chaque produit. Le lieu est identifié sur le plan de circulation de l'établissement.
<b>Observations :</b> Obs 2 : L'exploitant devrait harmoniser les intitulés des lieux du tableau simplifié et les intitulés des plans dont celui de circulation sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
<b>Constats :</b> Chaque fiche d'acceptation préalable d'un déchet est renouvelée au bout d'un an. Les livraisons des camions font systématiquement l'objet d'un prélèvement pour analyse. Les livraisons des déchetteries sont comptabilisées après avoir été triées pour être traitées dans la bonne filière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'état des stocks simplifié à présenter aux autorités, en cas d'accident, est accessible à plusieurs endroits en version papier dont le poste de pilotage des installations (local du bâtiment de production). Il est également accessible sur le réseau informatique, accessible sur site et également à distance.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats :</b> L'état des stocks est disponible et a été présenté sous une forme dématérialisée.  <i>Fait susceptible de suite n°1:</i> Les modalités de mise à disposition de l'état des matières stockées n'ont pas été portées à la connaissance des autorités. Afin d'être cohérent avec le délai octroyé pour le fait susceptible de suite n°2, il est demandé à l'exploitant de formaliser ces modalités dans le POI, dans un délai de 6 mois.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : État des matières stockées non dangereuses – Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>[...]</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p><i>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'inventaire est actualisé une fois par semaine pour le bâtiment des fûts conditionnés par un pointage manuel des matières présentes.</p> <p>Les données sont intégrées dans un fichier général qui contient un onglet pour les stocks conditionnés, un onglet pour les stocks en vrac, un onglet avec l'état simplifié. Chaque produit est localisé et associé à ses catégories de dangers (HPXX).</p> <p>Le 6 juin l'exploitant a été interrogé sur l'actualisation en cours de son POI car l'existence d'un état de stocks n'est pas mentionné explicitement. A ce jour, le POI recense les stocks des produits à risque dans différents onglets (stockage liquide RA R 800, stockage solides SS, stockages autres).</p> <p>L'exploitant a répondu en retour que le POI est en cours modification de manière à y intégrer les références à cet état, sa localisation (sur serveur informatique et en version papier). Compte tenu qu'il intègre également à cette modification du POI les modalités de suivi post accidentel en cours de définition (post Lubrizol), il propose de refaire une diffusion du POI fin 2023.</p> <p><b>Fait susceptible de suite n°2:</b> L'état des matières stockées n'est pas référencé dans le POI. Compte-tenu que d'autres modifications du POI sont nécessaires sur le volet post-accident de Rouen et pour éviter la multiplication de versions du POI sur l'année, il est demandé à l'exploitant d'intégrer une référence à l'état des matières stockées sous 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : État des matières stockées dangereuses – Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p><i>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</i></p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'inventaire est actualisé une fois par semaine pour le bâtiment des fûts conditionnés par un pointage manuel des matières présentes.</p> <p>Les données sont intégrées dans un fichier général qui contient un onglet pour les stocks conditionnés, un onglet pour les stocks en vrac, un onglet avec l'état simplifié. Chaque produit est localisé et associé à ses catégories de dangers (HPXX).</p> <p>Le 6 juin l'exploitant a été interrogé du fait qu'une partie des matières dans ce bâtiment étaient dangereuses et impliquait un inventaire quotidien. Il a également été interrogé sur l'actualisation en cours de son POI car l'existence d'un état de stocks n'est pas mentionné explicitement. A ce jour, le POI recense les stocks des produits à risque dans différents onglets (stockage liquide RA R 800, stockage solides SS, stockages autres).</p> <p>L'exploitant a répondu en retour qu'il va exploiter le registre d'entrée pour répondre à la disposition de l'article 50 sur le relevé quotidien de tous les produits dangereux présents. Il indique que le POI est en cours de modification de manière à y intégrer les références à cet état, sa localisation (sur serveur informatique et en version papier). Compte tenu qu'il intègre également à cette modification du POI les modalités de suivi post accidentel en cours de définition (post Lubrizol), il propose de refaire une diffusion du POI fin 2023.</p> <p>Pour information, le rapport d'inspection du 11 octobre 2022 mentionnait que l'état des matières liquides était mis à jour quotidiennement et que l'état des matières stockées solide n'était pas mis à jour de manière hebdomadaire. Cet écart a été levé par la mise en oeuvre d'un relevé hebdomadaire mais qui ne répond pas à la disposition applicable pour les déchets dangereux.</p> <p><b>Fait susceptible de suite n°3:</b> Afin de respecter la mise à jour quotidienne de l'état des matières stockées dangereuses, il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de mettre en oeuvre les modalités nécessaires afin de corriger l'écart constaté pour le bâtiment des fûts conditionnés.</p> <p>Les modalités devront être appliquées pour l'ensemble des bâtiments de stockage.</p>